

Making Commitments Matter: Submission #1

Received from: *African Center for Interdisciplinary Studies (Centre Africain de recherche interdisciplinaire, CARI)*, **Democratic Republic of the Congo**

Summary:

The African Center for Interdisciplinary Studies specifically evaluated three priority areas within the World Programme on Youth (WPAY), namely Education, Girls and Young Women, and HIV/AIDS.

The Centre notes that the World Programme is much needed in order to ensure that the global concerns of youth, such as drug abuse, sexual and reproductive health, HIV/AIDS, literacy, and youth involvement in armed conflict are not forgotten at the cost of future generations. In the case of the Democratic Republic of the Congo, CARI points to several reasons why the WPAY has not been fully implemented. These include: lack of resources, conflict and regional instability, the burden of its foreign debt, and the lack of participation of young people in the development of the programmes and policies that affect them most. In its evaluation, CARI examines the contributions of both the government and of non-governmental organizations (NGOs) in the implementation of WPAY. **[CLICK HERE FOR FULL SUMMARY → which would lead to full text included below]**

The priority area of education has received the attention of both governments and civil society. Each has been working with UNESCO to raise awareness and provide training around the goal of education for all. There has also been substantial rehabilitation of schools which were built during colonialism. Legislation has been passed to ensure free pre-school and primary education and to make the professional training of teachers a priority. Yet on the ground, these changes have yet to take place mainly for three reasons: 1) less than 1% of the current budget is allotted to education against the 30% recommended to achieve “education for all”; 2) currently parents are charged for schooling, causing exclusion of children whose parents cannot pay and 3) poverty causes many families to send only the boys to school, accentuating the higher trend of illiteracy among girls. The submission specifically highlights Actions 1, 3, 4, 5 and 6 of Education in WPAY.

CARI reports that the priority area of girls and young women lacks specific programmes in the Democratic Republic of the Congo, quoting a lack of political will as the major constraint. Young women particularly suffer unequal access in the economy, including access to employment and equal remuneration. The submission also notes that there is a void both in governmental and NGO activity around programmes that protect girls and young women from all forms of violence, access to sexual and reproductive health services, forms of exploitation and infanticide. The submission highlights Actions 2, 3, and 4 of Girls and Young Women in WPAY.

In the area of HIV/AIDS, CARI notes that there exists a national programme and financial planning for fighting HIV/AIDS and that young people are an integral part of this work. There is political commitment to this plan and it consists of both prevention of and treatment for HIV/AIDS. Government services tend to concentrate on schools, while NGOs run projects that target the most vulnerable children who do not attend school. CARI recommends that youth and youth organizations are more included in the planning and implementation of HIV/AIDS programme and notes that conflict would be the largest threat to the gain made in reducing the HIV/AIDS prevalence rate to an estimated 5%. The submission highlights Action 4 of HIV/AIDS in WPAY.

Pour que les engagements aient un sens : Réponse #1

Centre africain de recherche interdisciplinaire (CARI), La République Démocratique du Congo

En bref :

Le Centre africain de recherche interdisciplinaire a examiné la situation des jeunes dans trois domaines d'activité prioritaires recensés dans le Programme d'action mondial pour la jeunesse (PAMJ), notamment, l'éducation, les jeunes filles et jeunes femmes, et le VIH/SIDA.

CARI remarque que le Programme d'action touche aux aspects qui constituent la gangrène dans la jeunesse mondiale, à savoir, la drogue, la santé sexuelle et reproductrice, le VIH/SIDA, l'analphabétisme, et l'implication des jeunes dans les conflits armés. Il constate que l'exécution du Programme d'action dans la République Démocratique du Congo est difficile à cause d'un manque des moyens, la résolution des conflits, incluant les guerres d'agression dans d'autres pays, le poids de la dette extérieure, et l'absence de la participation de la jeunesse dans les actions des gouvernement. Dans son évaluation, CARI illustre le niveau d'exécution du PAMJ tant dans le gouvernement, que dans celui des Organisations non gouvernementales (ONGs).

Le programme de l'éducation pour tous a retenu l'attention du gouvernement et de la société civile. Avec le concours de l'UNESCO, plusieurs ateliers de formations ont été organisés pour sensibiliser le public sur la nécessité de l'éducation pour tous. Sur le même terrain le gouvernement a lancé un vaste programme de réhabilitation des écoles dont la plupart ont été construites par les colons avant 1960. Le gouvernement a initié les états généraux de l'éducation dont une résolution prônait la gratuité de l'enseignement maternel et primaire et une autre résolution faisait de la professionnalisation de l'enseignement une priorité. Mais dans les faits, le souci de changement qui habite les décideurs politiques et qui rencontre les aspirations des animateurs des ONGs n'a pas produit grande chose sur le terrain. Pour cause : 1) Le gouvernement affecte au moins 1 pour cent du budget à l'éducation contre le 30 pour cent recommandé pour l'approche de l'éducation pour tous ; 2) la charge de l'enseignement revient au parents, ce qui exclu une bonne franche des enfants dont les parents ne sont pas en mesure de supporter les frais et 3) la pauvreté en général incite certain parents de n'envoyer à l'école que les garçons, ce qui accentue le taux d'analphabétisme des jeunes filles et jeunes femmes. Le rapport du CARI examine spécifiquement les Actions 1, 3, 4, 5 et 6 sur l'éducation dans le PAMJ.

En ce qui concerne le domaine prioritaire des jeunes filles et jeunes femmes, CARI rapporte qu'il y a un manque de programmes spécifiques et que la plus grande contrainte est le manque de volonté politique. Aucune disposition n'existe pour protéger les jeunes filles et femmes de l'exploitation économique et il n'y a pas de promotion des jeunes filles à l'accès à l'emploi. Il n'existe pas de politique ou de programme de promotion de la rémunération égale pour un travail égal. Il n'y a pas des programmes de prévention ni gouvernementaux, ni des ONG pour les filles et les jeunes femmes en matière de protection contre toutes formes de violence, accès aux services de la santé sexuelle et reproductrice, l'exploitation, et infanticides. Le rapport du CARI examine spécifiquement les Actions 2, 3, et 4 sur la domaines des jeunes filles et jeunes femmes dans le PAMJ.

Pour le domaine du VIH/SIDA, il existe un grand programme national et un plan de financement pour lutter contre le VIH/SIDA. Il s'agit du Programme Nationale de Lutte contre le VIH /SIDA (PNLS) et les jeunes en font partie intégrante de ce plan. Il existe un engagement politique de haut niveau pour cette stratégie qui est en même temps une composante d'évaluation et de contrôle. Les vulnérables qui ne fréquentent pas l'école ne sont pas touchés par un programme gouvernemental, mais plutôt des

programmes des ONGs qui ciblent les jeunes vulnérables aussi ne fréquentant pas l'école. Le malheur est que les jeunes et les organisations de la jeunesse ne prennent pas part à la planification et à la mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH/SIDA. Le rapport du CARI examine spécifiquement Action 3 dans le domaine de VIH/SIDA dans le PAMJ.